**PROCES VERBAL DE LA REUNION
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 08 NOVEMBRE 2023**

L'an deux mille vingt-trois, le huit novembre, le conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni, à 20h30, salle de la mairie sous la présidence de M. Jacques ROBIN, Maire.

Présents :

MM **ROBIN** Jacques, **LAHUEC** Mauricette, **PIETO** Loïc, **ABRAHAM** Gilberte, **LAERON** François, **LE DEUC** Martine, **SALLES-BUISSON** Véronique, **BEGUE** André, **LASBLEIZ** Pascal, **PRAT** Pierre-Yvon, **COULON** Jean-Emmanuel, **GEGOU** Jean-François.

Absents et excusés : **ROBERT** Anne, **LE MENER** Nicole, **THOMAS** Manuel, **TRUBLET** Nadège, **GROT** Thiphaine, **MARY** Laetitia, **L'ANTHOEN** Nicolas

Procurations :

Secrétaire de séance : **SALLES-BUISSON** Véronique

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 06 septembre 2023

En l'absence de remarque, le procès-verbal de la séance du 10 mai 2023 est adopté à l'unanimité des membres présents

Le Comité des fêtes et l'association Zanzib'art étant présents, Monsieur le Maire propose à l'assemblée de démarrer par le point n° 12 « Usage des salles communales ».

Le Conseil après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, accepte la modification de l'ordre du jour.

Suite à l'article paru dans le télégramme, Monsieur le Maire donne lecture de son droit de réponse :

« Madame JOUAN dans le télégramme du 29 octobre dernier, vous avez choisi de polémiquer sur un sujet qui n'avait pas été encore débattu en Conseil Municipal, ce qui me paraît assez inconvenant de votre part.

Je vous invite à présent à prendre note de la décision que vient d'adopter le Conseil Municipal ce soir. Vous avez également diffusé de fausses informations dans cet article, en évoquant un tarif de location de 150 € à l'année. Je regrette qu'en tant que Co-Présidente d'une association rosépézienne vous ne soyez pas en mesure d'informer correctement vos adhérents.

Pour rappel, votre association, comme toutes les associations communales bénéficie de la gratuité à l'année de l'ensemble des salles municipales ainsi que de l'énergie pour le fonctionnement de celles-ci. Seules les manifestations réalisées avec entrées payantes ou repas payants sont soumises à facturation.

Je vous remercie de transmettre à vos adhérents les bonnes informations pour éviter toute polémique. »

12. Salles municipales

a) Usage des salles

En date du 18 octobre 2023, l'assemblée s'est réunie dans le cadre d'une commission exceptionnelle sur l'occupation des salles.

Monsieur le Maire informe l'assemblée du contexte de cette commission exceptionnelle et en urgence.

Monsieur le Maire a reçu une demande du Comité des fêtes pour effectuer le marché de Noël dans la salle des fêtes en lieu et place de la salle des sports. Lors de la dernière réunion avec les associations, soit le 29 septembre dernier, cette demande avait été formulée et il avait émis des réserves sur cette possibilité.

Après concertation avec les adjoints, il a été décidé que la salle des fêtes n'était pas un lieu pour y installer une vente au déballage mais que la salle des sports restait à leur disposition.

Le Comité des fêtes n'est pas d'accord et conteste cette décision.

Monsieur le maire souhaite donc via cette commission avec l'ensemble des élus présents déterminer les activités qui peuvent avoir lieu dans chaque salle.

Il est rappelé que les salles communales appartiennent à la commune et que le maire et les élus sont garant du bon fonctionnement et du maintien en bon état des installations.

Après discussion entre les membres et de façon unanime, la commission estime que la salle des sports reste l'endroit le plus adéquate pour une vente au déballage.

Les usages par salle ont été définis comme suit :

Salle des Fêtes	Salle annexe	Salle des sports	Salle logement Poste
<ul style="list-style-type: none"> - Repas de famille - Réception - Théâtre / spectacle - Assemblée Générale - Exposition en fonction de la taille - Conférence - Cérémonie civile - Elections - Activités corporelles (gym, dance) sans utilisation de matériel pouvant endommager le parquet 	<ul style="list-style-type: none"> - Repas de famille - Petite réception - kermesse - Assemblée Générale - Exposition - Conférence - RAM - Réunion des associations 	<ul style="list-style-type: none"> - Sports - Kermesse - En fonction de la météo, vente au déballage / Marché de Noël - Aéromodélisme 	<ul style="list-style-type: none"> - Réunion des associations - Assemblée Générale - Activités associatives

Le conseil municipal, après avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, CONFIRME les usages par salle.

b) Rappel sur le prix de la location des salles pour les associations

Monsieur le Maire informe l'assemblée que par délibération du 13 décembre 2018, il avait été voté la gratuité des salles (hors chauffage pour la période du 1^{er} octobre au 30 avril) pour les assemblées générales, les expositions avec entrées gratuites, les kermesses des écoles.

Malgré la grille tarifaire présentée et votée, la commune n'applique que le tarif pour les repas, les soirées ou spectacles payant.

2. Ressources humaines :

a) Renouvellement du contrat groupe d'assurance statutaire du CDG22

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la collectivité, a demandé au Centre de gestion de la Fonction publique territoriale 22, de souscrire pour son compte un contrat d'assurance

statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents.

Monsieur le Maire expose que le CDG22 a communiqué à la collectivité les résultats la concernant :

Vu le code général de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le code des assurances,

Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 -alinéa 2 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et relatif aux contrats d'assurance souscrits par les Centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

Vu l'article R.2124-3 du Code de la Commande Publique qui précise les conditions de recours à la procédure avec négociation,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CDG22, du 20 janvier 2023, approuvant la procédure avec négociation, pour la passation du contrat-groupe statutaire 2024-2027,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CDG22, en date du 7 juillet 2023, autorisant son Président à signer le marché avec le groupement d'entreprises composé de RELYENS et de CNP Assurance,

Vu la délibération de la Collectivité en date du 12 septembre 2022, proposant de se joindre à la procédure de mise en concurrence du contrat groupe d'assurance que le CDG22 a organisé,

Vu l'exposé du Maire,

Vu les résultats issus de la procédure, et le courrier du CDG annonçant les nouveaux taux du contrat à effet au 1er janvier 2024,

Considérant la nécessité de conclure un contrat d'assurance statutaire pour le personnel,

Considérant que ce contrat doit être soumis au Code de la Commande Publique ;

Le Conseil après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents,

Décide d'adhérer au contrat d'assurance groupe des risques statutaires garantissant les frais laissés à la charge de la collectivité, à compter du 1er janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2027, proposé par CNP Assurances et l'intermédiaire de son courtier RELYENS pour les :

AGENTS CNRACL, avec prise en charge des indemnités journalières limitée à 90 %

(Liste des risques garantis : Décès, Accident du travail (congé d'invalidité temporaire imputable au service, frais médicaux), incapacité (maladie ordinaire, disponibilité d'office, temps partiel thérapeutique), longue maladie

□ **franchise 15 jours fermes** par arrêt en maladie ordinaire, en longue maladie / longue durée et CITIS. **Taux : 7,78%**

AGENTS IRCANTEC

Liste des risques garantis : Accident du travail (accident de service, de trajet, maladie professionnelle), maladie grave, maternité (y compris paternité, adoption et accueil de l'enfant), maladie ordinaire

□ **franchise 10 jours fermes** par arrêt en maladie ordinaire et accident ou maladie imputable au service **Taux : 0,93%**

PREND ACTE

Que la contribution financière due par les collectivités au titre de la gestion du contrat groupe a été fixée par le Conseil d'Administration du CDG 22 en sa séance du 30 novembre 2015 à

0.30 % de la masse salariale assurée pour le contrat CNRACL et à 0,07% pour le contrat IRCANTEC,

Que les frais du CDG 22 viennent en supplément des taux d'assurance ci-dessus déterminés,

Que la collectivité adhérente pourra résilier annuellement son contrat, sous réserve du respect du délai de préavis de six mois, par l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

ET AUTORISE

Le Maire à signer le CERTIFICAT d'adhésion dans le cadre du contrat groupe

b) Service Technique : lancement de la procédure de recrutement

Suite à la demande en disponibilité de Florian LE CARROU qui s'occupait du service cantine à l'école et de l'entretien de certains bâtiments communaux, et le départ non remplacé de Emmanuel LUCAS au service technique, Monsieur le Maire propose de lancer une procédure de recrutement pour un poste d'agent polyvalent des services techniques.

Ce poste tiendra compte du besoin à l'école et viendra en renfort des agents techniques communaux.

Le conseil municipal, après avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, AUTORISE Monsieur le Maire à lancer la procédure de recrutement.

3. Désignation des référents déontologue pour les élus locaux

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 1111-1-1, ainsi que les articles R. 1111-1- A,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu la loi n°2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat,

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (article 218),

Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local et notamment son article 1er dont les dispositions entrent en vigueur le 1er juin 2023,

Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

Vu le courrier du Président de l'AMF22 et du Président du Centre de Gestion des Côtes d'Armor en date du 22 août 2023 proposant des personnalités qualifiées,

Considérant que tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local,

Considérant que les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences ; que les missions de référent déontologue peuvent notamment être assurées par des personnes n'exerçant au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci ;

Considérant l'accord des personnes désignées ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité des membres présents :

Article 1 : Désignation des référents déontologues

- Mme Anne PERRIER, Présidente du Tribunal Administratif et de la Cour Administrative d'Appel honoraire ;
- M. Jean SIRINELLI, Professeur de Droit Public à l'Université de Rennes ;
- Mme Armelle BOTHOREL, Maire honoraire de La Méaugon, ancienne Présidente de l'AMF 22.

sont nommés en qualité de référents déontologues des élus jusqu'à l'expiration du mandat 2020-2026. Au terme de cette durée, il peut être procédé, dans les mêmes conditions, au renouvellement de leurs missions.

A la demande de chaque référent déontologue, il peut être mis fin à ses fonctions.

Article 2 : Modalités de saisine du référent

Tout élu local de la collectivité pourra saisir le référent déontologue de son choix relevant de l'article 1.

(Le cas échéant) En cas d'empêchement ou tout autre raison légitime, le référent déontologue confie le traitement du dossier ou l'élaboration de l'avis à un autre déontologue de la liste.

Le référent déontologue pourra être saisi directement par les élus, par voie écrite, de préférence par mail précisant dans son objet « Saisine du référent déontologue – Nom de la collectivité - Confidentiel ».

Une adresse mail sera créée et sécurisée par le CDG22 au bénéfice des référents déontologues.

Toute demande fera l'objet d'un accusé de réception par le référent déontologue saisi qui mentionnera la date de réception et rappellera le cadre réglementaire de la réponse.

Le référent étudiera les éléments transmis par l'élu, pourra demander des informations complémentaires (par écrit ou à l'oral) et pourra recevoir l'élu afin de préparer son conseil.

Article 3 : Modalités de délivrance du conseil

Le référent déontologue doit exercer sa mission en toute indépendance et impartialité. A cet égard, il ne peut recevoir d'injonctions extérieures.

Le référent communiquera l'avis à l'élu concerné dans un délai raisonnable et proportionné à la complexité de la demande, par écrit ou à l'oral, en fonction du souhait de l'élu concerné.

Les avis et conseils donnés par le référent déontologue demeurent consultatifs.

Article 4 : Rémunération du référent déontologue

Le référent déontologue sera rémunéré par une indemnité de vacation dont le montant est fixé par dossier traité, conformément à l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local.

Cette indemnité sera versée par la commune directement auprès du référent-déontologue saisi.

Des frais éventuels de transport et d'hébergement peuvent être pris en charge en cas de besoin dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale.

Article 5 : Obligations du référent déontologue local

Le référent déontologue élu local est tenu au secret professionnel et à la discrétion professionnelle dans les conditions définies par le décret du 6 décembre 2022 ainsi que les articles 226-13 et 14 du Code pénal.

Article 6 : Indépendance et impartialité du référent déontologue

La fonction de référent élus locaux est assurée de manière indépendante et impartiale. Dans l'exercice de ses fonctions, les référents déontologues élus locaux ne peut solliciter ni recevoir d'injonctions de la direction générale ou de l'autorité territoriale.

4. Budget

a) Demande d'admission en non-valeur au budget communal 2023

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal que le Comptable du Trésor Public n'a pas pu procéder au recouvrement de plusieurs titres de recettes dont le détail est indiqué ci-dessous :

- des créances d'une famille pour la période de 2007 et 2008 pour un montant de 310.60€
- des créances de 2016 et 2017 irrécouvrables pour un montant de 157.39 € concernant des élèves de Caouënnec

et

- Titre 313 - exercice 2022, pour un montant de 0.20 €

- Titre 590 – exercice 2021, pour un montant de 23€.

Ces deux dernières créances sont inférieures au seuil de poursuite.

Il est proposé au conseil municipal d'accorder décharge au comptable public des sommes détaillées ci-dessus.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents :

- **ACCEPTE** l'admission en non-valeur du titre des créances ci-dessus (soit pour un montant de 506.73 € en dépenses prévues à l'article 6541 au budget communal 2023 : admission en non-valeur)

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à réclamer une contribution à la commune de Caouënnec, au titre de la cantine du R.P.I. pour les élèves de sa commune déclarés en non-valeur.

b) Budget principal : décision modificative n°3

Suite à une erreur d'imputation et l'ajout du nom de Monsieur Albert BONNIEC sur le monument aux morts, il convient d'affecter comme suit :

DECISION MODIFICATIVE N°3-BUDGET PRINCIPAL		
SECTION INVESTISSEMENT		
AUGMENTATION DES DÉPENSES		
10 – Dotations, fonds divers et réserves	10226 – Taxes d'aménagement	673.68€
21- Immobilisations corporelles	2138 – Autres constructions	204.00
TOTAL DIMINUTION DES DÉPENSES		877.68€
DIMINUTION DES DÉPENSES		
23– Immobilisations en cours	2313- Installations, matériel outillage techniques	877.68€
TOTAL DIMINUTION DES DÉPENSES		877.68€

Le conseil municipal, après avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, APPROUVE la décision modificative n°3 du budget principal présentée ci-dessus

5. Renouvellement du contrat de maintenance avec 3D Ouest : logiciel cimetière

Monsieur le Maire rappelle qu'en novembre 2020, l'assemblée a décidé d'acquérir un logiciel afin d'informatiser la gestion du cimetière de Rospez.

La société 3D Ouest propose de renouveler le contrat jusqu'au 22/07/2025 pour un coût annuel de 160.18 € HT/ an.

Le conseil municipal, après avoir délibéré à l'unanimité des membres présents,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le renouvellement du contrat avec 3D OUEST pour un coût annuel de 160.18 € HT.

6. Renouvellement du contrat d'assurance aux biens

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'un marché assurance avait été lancé en 2021 avec une prise d'effet au 1^{er} juillet 2021 jusqu'au 31/12/2025. Le contrat dommages aux biens avait été attribué au cabinet Pilliot pour un montant de 3 436.29€ en 2023 soit un coût de 0.4798€ HT/m².

En date du 17/05/2023, la commune a reçu un avis de résiliation du contrat à effet du 31/12/2023, la compagnie VHV /// Assurance ne souhaite plus assurer la commune.

Le 21 septembre 2023 un appel d'offre a été lancé auprès de 3 compagnies d'assurances. A l'issue de cet appel d'offre, seule une compagnie, la SMACL a répondu à l'offre avec une proposition à 9 257.69€ TTC soit un coût de 1.29€ HT/m².

Le conseil municipal, après avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, AUTORISE Monsieur le Maire à signer le marché avec la SMACL.

7. Ecole : achat de 2 ordinateurs

Monsieur le Maire informe l'assemblée que 2 ordinateurs à l'école sont à changer.

Notre prestataire, CLEADE Informatique propose le remplacement pour un coût de 1 308€ HT

Le conseil municipal, après avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, AUTORISE Monsieur le Maire à signer le devis de CLEADE Informatique pour un montant de 1 308€ HT.

8. Eglise Saint Pierre-Saint Paul : travaux sur les vitraux 8 et 10

Lors d'un diagnostic des vitraux effectué par l'atelier Julien LANNOUX, il y a lieu de faire des gros travaux sur les vitraux, côtés Sud, numéros 8 et 10.

Les travaux sont estimés :

- 14 710 € pour les vitraux avec l'atelier Julien LANNOUX
- 3 832.17€ HT pour les barlotières et vergettes avec les ETS Henry Marius

Pour financer ce projet, Monsieur le Maire propose de faire une demande de subvention auprès de la région, au titre du fond « Restauration-Valorisation des édifices publics » à hauteur de 25%, soit 4 635.00€ et auprès de LTC au titre du fond de concours pour un montant de 6 953 €. Reste un autofinancement pour la commune de 6 954.17€

Le conseil municipal, après avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, AUTORISE Monsieur le Maire à signer les devis de l'atelier Julien LANNOUX et les ETS Henry Marius pour un montant de 14 710€ et 3 832.17€ HT.

AUTORISE Monsieur le Maire à faire les demandes de subvention et fonds de concours auprès de la Région et de Lannion-Trégor Communauté.

9. Projet Maison Intergénérationnelle : demande de subvention

Monsieur le Maire présente le plan de financement du projet Maison Intergénérationnelle :

Dépenses HT				Recettes HT		
	MDA	Ateliers	Boulodrome		%	Montant
Lot.01 -Terrassement - VRD	70 000.00	120 000.00	90 000.00	Contrat de territoire (Département) (hors ateliers = 21%)	11.79	171 290.00
Lot.02 – Gros œuvre	50 000.00	145 000.00	65 000.00	Région – Bien Vivre Partout en Bretagne (MDA = 20%)	5.52	80 200.00
Lot.03 – Charpente mixte bois/métal – Mur ossature bois	45 000.00	150 000.00	115 000.00	ANS (40% du boulodrome)	11.36	165 000.00
Lot.04 – Couverture-bardage	28 000.00	105 000.00	77 000.00	DETR	30	435 804.00
Lot.05 – Menuiseries extérieures	24 800.00	8 000.00	2 200.00	DSIL	20	290 536.00
Lot.06 – Portes sectionnelles		27 000.00		Autofinancement	21.33	309 850.00
Lot.07 – Menuiseries intérieures	32 500.00	12 000.00	5 500.00			
Lot.08 – Doublage-cloisons-plafond-isolation	75 500.00	21 000.00	1 500.00			
Lot.09 – Peinture-faïence-carrelage	20 200.00	13 000.00	1 800.00			
Lot.10- Plomberie-sanitaire-ventilation	20 500.00	37 000.00	12 000.00			
Lot.11- Electricité-CFO/CFA-Chauffage	34 500.00	107 500.00	44 000.00			
Totaux	400 680.00	638 000.00	414 000.00	Totaux	100	1 452 680.00
Total projet	1 452 680.00					

Le conseil municipal, après avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, AUTORISE Monsieur le Maire à demander les subventions pour ce projet auprès de l'Etat, l'ANS, la Région et le département.

10. Projet du lotissement « La Salle » : modification du plan

Monsieur le Maire a été informé par le service environnement de LTC qu'une zone humide était présente sur le site et qu'il y avait lieu de modifier les plans.

Le conseil municipal, après avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, ACCEPTE la modification du plan de lotissement tel que présenté.

11. Comité des fêtes : demande de subvention exceptionnelle pour le feu d'artifice

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il a reçu une demande de subvention exceptionnelle du comité des Fêtes afin de participer aux frais du feu d'artifice d'un coût de 2 500.00 € TTC.

Pour rappel, lors du conseil du 10 mai 2023, le conseil avait attribué une subvention de 820€ au Comité des fêtes.

Monsieur le Maire propose de verser une subvention exceptionnelle à hauteur de 500€.

Le conseil municipal, après avoir délibéré à l'unanimité des membres présents, AUTORISE le versement d'une subvention exceptionnelle à hauteur de 500,00€.

Séance levée à 22h45